

# Selon que vous serez ?

## Pauvre !

Confronté aux réalités sur le terrain, toutes les associations de solidarité comme le Secours populaire, la Croix-Rouge française, la Fondation Abbé Pierre, les Restos du cœur et le Secours catholique constatent une augmentation très significative de la pauvreté depuis 15 ans.

Par exemple, les données officielles rapportent entre 950 000 et 1,2 million de pauvres en plus entre 2004 et 2014.

Une nuance à ce chiffre toutefois : la population française ayant elle-même augmenté de 3,5 millions de personnes, il était prévisible que le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté augmente lui aussi.

Mais l'affaire reste la même quand on regarde la part de personnes en situation de pauvreté au sein de la population. Il faut remonter à 1996 pour retrouver un pourcentage de plus de 14 % de la population sous le seuil de pauvreté.

Pour l'Observatoire des inégalités le constat est le même : la proportion du nombre de personnes sous le seuil de pauvreté augmente en France.

## Et en Essonne ?

Difficile d'obtenir des données chiffrées récentes.

Les études de l'INSEE révélaient en 2011 que plus d'un Essonnien sur dix vivait dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté, soit 977 euros par mois. Le Nord-Ouest de notre département, où se situe l'Hurepoix, accueille des catégories socioprofessionnelles plus aisées, mais n'échappe pas à certaines poches de précarité.

Une autre enquête réalisée par BVA montre que trois Essonnien sur quatre ont renoncé à des dépenses pour raisons financières. Une majorité s'est retrouvée au moins une fois dans l'année en situation de découvert. Pire encore, 16 % des habitants ont, à un moment ou à un autre de l'année, sollicité des organismes d'accompagnement social. Un Essonnien sur cinq a déjà renoncé à se soigner pour des raisons de coût ou d'éloignement.

Cet accroissement des inégalités est inacceptable pour l'ensemble des responsables politiques que nous sommes et des citoyens. D'autant que la pauvreté n'est pas une fatalité dans un pays qui continue à être riche.

## Ou nanti ?

L'Observatoire des inégalités pointe aussi des écarts grandissants de niveau de vie. Les 10 % les plus riches disposent d'un revenu 7 fois supérieur aux 10 % des personnes les plus pauvres.

La fortune totale des milliardaires français a bondi de 21% par rapport à 2016, à 245 milliards de dollars, selon le magazine Forbes.

La France compte 39 milliardaires, leur fortune s'élevant au total à 245 milliards de dollars et le plus riche d'entre eux est Bernard Arnault, selon un classement diffusé ce lundi par la version française du magazine Forbes. Le patron du groupe de luxe LVMH, avec ses 41,5 milliards de dollars dans le portefeuille, se hisse à la 11e place mondiale.

« *L'éclatante santé des stars du CAC 40* » titrait récemment Les Échos. Ainsi, leurs bénéficiaires ont atteint quelque 75 milliards d'euros l'an passé et les actionnaires, déjà parmi les mieux servis au monde, ont été gavés chez Renault, 31 % de hausse des dividendes, 33 % chez Lafarge, 35 % chez Essilor et bien d'autres.

## **Quelles solutions ?**

### **Comment ne pas établir un lien évident entre l'extrême richesse et la grande pauvreté ?**

La démocratie est malade de la domination de l'argent et des intérêts particuliers portés par le libéralisme.

La crise économique et les politiques libérales conduites depuis des années ont profondément fragilisé notre modèle de société. Le chômage et les contrats précaires minent notre pacte républicain et fragilisent notre protection sociale. Logement, travail, santé, éducation, ce sont les droits élémentaires de millions de Français qui ne sont plus correctement assurés.

### **Que proposent les communistes ?**

Face aux banques, qui spéculent, à la fraude fiscale, aux dividendes record, alors que les salaires et le pouvoir d'achat se dégradent, prenons le pouvoir sur la finance pour une autre utilisation de l'argent !

C'est pourquoi nous visons une VI<sup>ème</sup> République, pleinement assise sur une démocratie participative pour débarrasser notre pays de la domination des marchés financiers.

Pour construire une nouvelle Constitution avec un nouveau pacte républicain, pour une France en commun fondée sur l'égalité femmes hommes, sur le partage des richesses, un renouveau de la politique dans son contenu et ses pratiques, sur la lutte contre toutes les discriminations, nous invitons les citoyens, les organisations sociales et politiques à inventer les bases d'une démocratie moderne renouvelée, une République nouvelle, citoyenne, démocratique, qui respecte les citoyennes et les citoyens, l'intérêt général et permette la mise en œuvre des décisions collectives.

Christian R